

BRUNEI DARUSSALAM

APERÇU DU COMMERCE

L'économie du Brunei repose principalement sur les industries du pétrole et du gaz naturel liquéfié, ainsi que sur le secteur public. Étant donné que le secteur du pétrole compte pour environ 75 % du PIB, la croissance économique du Brunei est donc fortement tributaire de la situation du pétrole sur le marché international plutôt que de l'activité sur le marché intérieur. À cause de la chute récente des prix du pétrole et de la diminution de la production pétrolière - mesure de conservation qui a fait passer le nombre de barils de 261 000 par jour en 1979 à 155 000 par jour en 1987 - les résultats sur le plan de la croissance du PIB ont été plutôt décevants ces derniers temps.

Le gouvernement emploie 40 % de la population active du Brunei. En 1987, les revenus publics (excluant les revenus des investissements) atteignaient 1,7 milliard \$ CAN, et les dépenses 1,5 milliard \$ CAN. Selon l'estimation des dépenses du gouvernement pour 1988, 24 % du budget devrait être consacré aux forces armées, 24 % aux travaux publics, 15 % à l'éducation et 7 % aux services de santé.

Le cinquième Plan quinquennal de développement (1986-1990) du Brunei prévoit une affectation de 2,3 milliards \$ CAN aux projets de diversification de l'économie. Ces fonds seront consacrés à l'amélioration des services publics (466 millions \$ CAN) et des édifices publics (233 millions \$ CAN), ainsi qu'au développement des secteurs des transports et des communications (466 millions \$ CAN), de l'industrie et du commerce (233 millions \$ CAN) et de la sécurité (233 millions \$ CAN).

Jusqu'à présent, le Canada n'a remporté que des succès modestes au Brunei sur le plan du commerce, en raison notamment de la présence importante et de longue date des Britanniques et des faibles dimensions du marché (population de 227 000 habitants). À mi-parcours du Plan quinquennal actuel (1986-1991), bon nombre des projets sont terminés ou en voie de réalisation. Il reste encore plusieurs domaines que les entreprises canadiennes pourront explorer, dans la mesure où celles-ci seront disposées à entreprendre des projets à long terme au Brunei. Des perspectives s'ouvriront notamment dans les secteurs des services et de l'équipement pétroliers et gaziers, de l'éducation et de la formation, des services et de l'équipement de production énergétique, et des produits et services de défense et de l'aérospatiale.